

Éducation. Les accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) étaient en grève hier à Cherbourg

« Nous sommes les fantômes de l'Éducation nationale »

À l'appel de plusieurs syndicats, les AESH (Accompagnant des élèves en situation de handicap) étaient en grève hier. Ils - enfin surtout elles, car cette profession est en grande majorité féminine - sont au total 132 000 pour cette année scolaire. « Et pourtant, nous sommes les fantômes de l'Éducation nationale, nous sommes des invisibles ! », se lamente une AESH présente au rassemblement organisé ce jeudi à Cherbourg.

« Rien n'avance ! »

« Les années passent, et rien n'avance. Au contraire, les politiques gouvernementales menées depuis de nombreuses années ne cessent de dégrader leurs conditions de travail », expliquent Martine Quesnel (FSU) et Antonio Gomez (SUD Éducation). « Il n'y a pas de limite à l'imagination de nos dirigeants qui persistent dans une gestion purement comptable, plutôt qu'humaine. La preuve, avec le développement des PIAL (Pôle inclusif d'accompagnement localisé) depuis 2019 afin de mutualiser les moyens, sur le point de devenir des PAS (Pôle d'appui à la scolarité) d'ici 2027, et aboutissant à des situations aberrantes », poursuivent-ils.

« Qui ne connaît pas telle ou telle AESH jonglant entre plusieurs établissements ou devant se démultiplier au sein d'une même classe pour accompagner plusieurs élèves avec des problématiques différentes à gérer. Et ce, sans avoir la possibilité de se concerter avec les enseignants, faute de temps prévu pour ces échanges nécessaires ? »

Pour les syndicats, tout cela relève du paradoxe, alors que l'inclusion est depuis plusieurs années l'un des maîtres-mots à l'école. « Cette belle idée de départ, on ne nous permet pas de la réussir. Pour que l'école soit véritablement inclusive, il faut les moyens humains afin de répondre au mieux aux besoins des élèves. Mais aussi rendre ces métiers plus attractifs », insiste Antonio Gomez.

Or, pour les AESH, le compte n'y est vraiment pas. « Avec 13 ans d'expérience, je gagne 1 008 € par mois. Et encore, parce que je travaille 24 heures ! C'est loin d'être le cas de certaines de mes

collègues », raconte l'une d'elles.

Au-delà du seul problème de rémunération, ces personnels, « sans qui les élèves en situation de handicap ne pourraient pourtant pas poursuivre leur scolarité », n'ont toujours pas de « vrai » statut de la fonction publique, ni de « vraie » formation qualifiante.

Un vrai statut réclamé

Deux revendications majeures, auxquelles s'ajoutent la garantie de pouvoir travailler à temps complet, des recrutements « à la hauteur des besoins des élèves à accompagner », des moyens de remplacement en cas d'absence, « mais également la suppression des PAS, lesquels ne nécessiteront pas au préalable un passage par la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH), ce qui fait que l'Éducation nationale se trouvera alors à la fois juge et partie ».

Hier, à Cherbourg, s'étaient joints au rassemblement des représentants de l'association Ensemble, dont le but est de mettre en avant l'inclusion et de changer le regard sur le handicap.

Le cas des AED (Assistant d'éducation) a aussi été évoqué lors des prises de parole : « Nous exigeons une garantie de reconnaissance de leur métier dans ses spécificités. »

Corinne GALLIER



Les AESH ont exposé leurs revendications hier lors d'un rassemblement organisé sur la passerelle Jacques-Demy, à Cherbourg. Corinne GALLIER